

Rapport des élu-e-s aux chambres fédérales - 2017

Vous trouverez ci-dessous un résumé des actions de nos élu-e-s au niveau fédéral. Manuel Tornare effectuera une synthèse de ces éléments lors de sa présentation orale devant le Congrès. Une feuille A4 résumant les éléments ci-dessous sera également mise à disposition lors du Congrès.

Résumé des activités de Liliane Maury Pasquier

Mandats parlementaires et fonctions politiques

- **Commission de la sécurité sociale et de la santé publique (CSSS-CE) : membre.**
- **Commission de politique extérieure (CPE-CE) : membre.**
- **Délégation pour les relations avec le Parlement français : vice-présidente.**
- **Délégation auprès du Conseil de l'Europe (Assemblée parlementaire, APCE) : membre.** Première vice-présidente du Groupe SOC. Présidente de la Commission du Règlement, des immunités et des affaires institutionnelles, membre de la Commission des questions politiques et de la démocratie, de la Commission des questions sociales, de la santé et du développement durable, ainsi que de la Commission de suivi.
- **Intergroupe parlementaire Politique des addictions, prévention et protection de la jeunesse et intergroupe parlementaire Santé globale : co-présidente.**
- **Groupe socialiste des chambres fédérales : vice-présidente.**
- **Coordination de la députation genevoise aux chambres fédérales : co-présidente.**

II. Déplacements parlementaires

Mes mandats et missions au sein de la Délégation pour les relations avec le Parlement français et surtout de la Délégation auprès de l'APCE m'ont amenée à effectuer des déplacements en Arménie (présidence de la Mission d'observation des élections), à Paris, Strasbourg, Madrid, Bucarest, Helsinki, Prague, Bornholm et Copenhague.

III. Interventions parlementaires

Droits humains

17.3032 Interpellation - Garantir les droits des personnes transgenres.

Demande au Conseil fédéral (CF) quelles suites il compte donner à la résolution du Conseil de l'Europe du 22 avril 2015 sur la discrimination des personnes transgenres en Europe. Ce notamment en ce qui concerne l'instauration d'une procédure simple de changement de sexe à l'état civil, la prise en charge des prestations médicales liées à un changement de sexe et l'adoption de dispositions légales spécifiques garantissant à ces personnes le respect de leurs droits fondamentaux.

Discutée en plénière le 8 juin 2017.

17.3725 Interpellation - Renvois Dublin. Négligence ou rétention d'informations ?

Attire l'attention du CF et lui pose des questions sur plusieurs cas de renvois Dublin, dans lesquels le Secrétariat d'État aux migrations n'aurait pas transmis certaines informations importantes pour un déroulement conforme de la procédure, ce qui a abouti à une application stricte du Règlement.

Discutée en plénière le 13 décembre 2017.

17.1086 Question - Le rapport sur la réparation est-il encore en chantier ?

Demande au CF quand va être publié le rapport consécutif au postulat 14.3663 « Accès à la réparation », adopté par le Conseil des États le 26 novembre 2014, qui charge le CF de faire rapport sur les mesures mises en œuvre par d'autres pays pour permettre aux personnes victimes d'une violation des droits humains commise par une entreprise située dans un pays d'accueil d'accéder à la réparation dans le pays d'origine de ladite entreprise.

Réponse apportée le 21 février 2018.

Santé - social

17.3132 Postulat - Allocations familiales. Ayants droits exerçant plusieurs activités lucratives dans différents cantons

Invite le CF à établir un rapport sur la situation des ayants droit aux allocations familiales exerçant simultanément plusieurs activités lucratives dans des cantons différents, qui perçoivent des allocations dans le canton où le taux minimal légal est le moins élevé, sans qu'un-e autre ayant droit pour un même enfant touche par ailleurs un complément différentiel.

Rejeté en plénière le 31 mai 2017, par 21 voix contre 12.

17.1055 Question - Loi sur les allocations pour perte de gain. Deux montants, une allocation

Demande au CF comment il justifie la différence entre les montants maximaux de l'allocation pour perte de gain en cas de service et celle en cas de maternité, d'un montant inférieur.

Réponse apportée le 8 novembre 2017.

17.1055 Interpellation - Assurance-invalidité. Rigueur juridique et cas de rigueur

Attire l'attention du CF et lui demande son point de vue sur la situation de Laetitia, cette jeune femme genevoise en situation de lourd handicap, privée de rente AI en raison de la domiciliation provisoire de ses parents en France, et par conséquent sur le point de perdre sa place dans l'institution qui correspond à ses besoins spécifiques.

Discutée en plénière le 29 novembre 2017.

17.3679 Motion - Les partenaires survivantes sont des veuves comme les autres

Charge le CF de légiférer de manière à ce que, en matière de droit à la rente de veuve, les partenaires femmes soient assimilées à des veuves (et non à des veufs).

Retirée en plénière le 29 novembre 2017, eu égard à l'ouverture d'Alain Berset à étudier cette question et à une étude en cours sur le sujet.

17.4078 Interpellation - Prévoyance vieillesse. Améliorer l'égalité des rentes

Après le rejet de Prévoyance 2020, souligne l'importance de prendre des mesures en faveur de l'égalité des sexes dans le cadre d'un prochain projet de prévoyance vieillesse et demande au CF d'envisager la possibilité d'appliquer complètement le splitting dans la LPP, ce qui serait plus égalitaire en cas de décès du conjoint.

Discutée en plénière le 27 février 2018.

IV. Dossiers défendus en plénière et dans les médias

En plénière du Conseil des États, outre les interventions dont je suis l'auteure, je suis notamment intervenue sur les thèmes suivants :

- À l'appui de l'**approbation de la Convention du Conseil de l'Europe sur la prévention et la lutte contre les violences à l'égard des femmes** (Convention d'Istanbul).
- Pour renforcer le **soutien offert aux enfants gravement malades ou lourdement handicapés** qui sont soignés à la maison.
- En faveur de l'exonération des enfants des primes-maladie et de la révision des différentes catégories de primes, afin d'**alléger la charge financière des familles dans l'assurance obligatoire des soins**.
- Pour l'entrée en matière sur la révision de la **loi sur les prestations complémentaires**, dans l'idée de pouvoir y apporter les modifications nécessaires à rendre ce projet plus social.
- En faveur d'un **accord-cadre avec la France en matière de coopération sanitaire transfrontalière** (qui concerne particulièrement Genève).
- Pour l'**abolition des discriminations fondées sur l'orientation sexuelle en matière de don du sang**.

En plénière de l'APCE, je suis notamment intervenue :

- À l'appui d'une résolution en faveur des **droits des personnes intersexes**.
- Pour présenter le rapport sur l'**observation des élections législatives en Arménie**.
- Au sujet de la **situation de parlementaires turc·que·s représentant l'opposition politique et diverses minorités**, qui ont été arrêté·e·s et placé·e·s en détention.
- Surtout, **suite aux diverses allégations de corruptions** qui ont secoué le Conseil de l'Europe, en faveur de la **concrétisation du principe de responsabilité au sein de l'APCE** (à savoir, les engagements s'imposant aux membres de l'Assemblée qui exercent une importante fonction élective ; notamment, l'instauration d'une procédure de destitution du président, également valable pour les mandats en cours) ainsi que **pour la promotion et le renforcement de la transparence, de la responsabilité et de l'intégrité de l'ensemble des membres** de l'Assemblée.

Dans les médias, outre ces sujets et ceux relatifs aux **campagnes de votations fédérales** (surtout **en faveur du projet Prévoyance vieillesse 2020**), je me suis, notamment, exprimée sur l'**Appel citoyen pour une application humaine du règlement Dublin** – sujet sur lequel j'ai continué de beaucoup m'engager personnellement –, la **faiblesse de la protection de la jeunesse**, en Suisse, **face à l'industrie du tabac**, ainsi que sur le succès de la motion consécutive à mon postulat, qui doit prochainement déboucher sur une **prolongation du congé maternité payé pour les femmes dont le nouveau-né est longuement hospitalisé**.

V. Manifestations

Participation (avec prise de parole) aux événements suivants :

- Discours et table-ronde à l'occasion de l'**ouverture du bureau romand de Medicus Mundi Suisse (MMS)**, le 7 février 2017, à Genève.
- Discours lors de la **Fête du 1^{er} mai de l'Union syndicale valaisanne**, le 1^{er} mai 2017, à Sion.
- **Présentation du projet PV2020** à l'association 50et plus (le 18 mai) puis à l'interne du PS (le 31 août).
- Discours transmis à l'occasion de la **Journée de protestation dans la construction** organisée par Unia Suisse, le 21 octobre 2017, à Lausanne.

Résumé des activités parlementaires de Manuel Tornare, conseiller national, PS Genève

1. Commissions, délégations et groupes

- Commission de politique extérieure (CPE-CN) : membre
- Commission de rédaction pour la langue française (CdR-V) : membre
- Membre du Conseil de l'Europe et des commissions suivantes : Commission sur l'égalité et la non-discrimination et Commission de la culture, de l'éducation et du social
- Délégation pour les relations avec le Parlement français (Del F-V) : membre.

2. Interparlementaire

- Président de l'intergroupe parlementaire Sahara Occidental
- Membre de nombreux intergroupes parlementaires.

3. Interventions parlementaires déposées en 2017

Engagements internationaux de la Suisse et droits de l'homme

17.3146 Interpellation. Propagande turque en Suisse. Le Conseil fédéral est interpellé sur sa position qui consiste à autoriser la venue de représentants officiels d'Etats comme la Turquie,

qui défendent publiquement en Suisse des valeurs peu conciliables avec celles d'une démocratie libérale.

17.3736 Interpellation. Conflit au Sahara occidental. Applicabilité des accords conclus entre l'AELE et le Maroc. Le Conseil fédéral est interpellé sur sa position quant à l'accord de libéralisation entre l'AELE et le Maroc et sur la question du Sahara occidental.

17.3734 Interpellation. Discours de haine sur les réseaux sociaux. Le laisser-faire? Le Conseil fédéral est interpellé sur la problématique des contenus racistes ou antisémites et les incitations à la haine sur les réseaux sociaux. Il lui est demandé légiférer dans le domaine du discours de haine sur les réseaux sociaux.

17.1100 Question. Loi sur le traitement des données personnelles (DFAE): Doit-on parler de race? Le Conseil fédéral est prié de répondre à la question suivante : Dans quelle mesure l'information relative à l'appartenance à une race de personnes candidates à des postes à l'ONU est-elle d'un intérêt pour le DFAE?

17.1099 Question. Comment soutenir les élections en République démocratique du Congo (RDC)? En novembre 2017, la Commission Electorale Nationale Indépendante de la République démocratique du Congo CENI/RDC a annoncé la date des élections en RDC: la présidentielle, les législatives et les provinciales se tiendront le 23 septembre 2018. Le Conseil fédéral est prié de répondre à la question suivante : Comment la Suisse va-t-elle accompagner et soutenir ces élections importantes?

17.4298 Postulat. Guerre civile au Yémen. Tentative de médiation suisse? Le Conseil fédéral est chargé d'examiner la possibilité d'une nouvelle tentative de médiation visant à mettre un terme à la guerre civile au Yémen.

17.4297 Interpellation. Corée du Nord: la Suisse joue-t-elle toujours les "bons offices"? Le 5 septembre 2017, la Présidente de la Confédération a annoncé que la Suisse est disposée à jouer un rôle de médiatrice entre Washington et Pyongyang dans la crise actuelle. Le Conseil fédéral est prié de répondre aux questions suivantes : Qu'en est-il de la proposition de Madame la Conseillère fédérale Doris Leuthard? Quel rôle la Suisse pourrait-elle jouer dans la résolution de la crise actuelle entre les parties au conflit ?

Politique de la santé, assurances sociales et protection des consommateurs

17.3041 Interpellation. Médecine dentaire. Respecter nos diplômes. Le Conseil fédéral est interpellé sur son avis quant à l'examen fédéral supplémentaire pour les futurs médecins dentistes suisses, traitant de tous les aspects de la médecine dentaire et consistant exclusivement en un questionnaire de type choix multiple purement théorique. Cela constitue une répétition d'examens inutile, sans vérification des gestes cliniques, aspect pourtant fondamental dans le travail quotidien d'un médecin-dentiste. Le Conseil fédéral est également interpellé sur la pratique discriminatoire des étudiant-e-s suisses par rapport à leurs homologues étrangers.

17.3737 Interpellation. Cotisations AVS. Empêcher la fraude. Le Conseil fédéral est interpellé sur la possibilité d'introduire des décomptes AVS automatiques après chaque année de

cotisation AVS, ce qui permettrait à chaque employé-e de vérifier le versement des cotisations par son employeur.

17.3732 Interpellation. Tire-lait. Un remboursement justifié. Le Conseil fédéral est prié de répondre aux questions suivantes : Quelles solutions envisage-t-il pour remédier au paradoxe du remboursement, par les caisses-maladie, de la location du tire-lait mais non pas de son achat? Est-il envisageable d'intégrer le tire-lait dans la LiMA afin que son achat soit remboursé par la LAMal au-delà des huit semaines suivant l'accouchement ?

17.3953 Postulat. Médecine dentaire. Défendons nos diplômés! Le Conseil fédéral est invité à établir un rapport qui rende transparents les niveaux de formation et la pratique actuelle des médecins dentistes étrangers travaillant en Suisse et, le cas échéant, à soulever le sujet avec ses homologues européens au sein du Comité mixte sur l'accord de libre circulation des personnes (ALCP).

17.3942 Motion. Médicaments à l'unité. Osons un test! Le Conseil fédéral est invité à créer les dispositions nécessaires pour la mise en place d'une phase de test pour la vente à l'unité des antibiotiques.

17.3935 Postulat. Perturbateurs endocriniens. Il est temps d'agir! Le Conseil fédéral est chargé de récolter des données représentatives sur les perturbateurs endocriniens en Suisse et, le cas échéant, de prendre des mesures pour limiter, voire interdire l'utilisation de ces molécules.

Politique de sécurité

17.3733 Interpellation. Drones civils. Peut-on ignorer les dangers? Le Conseil fédéral est invité à faire une analyse approfondie et détaillée de la problématique des drones civils et des implications de leur utilisation sous l'angle juridique, environnemental et de la politique de sécurité.

Fonctionnement des institutions

17.1063 Question. Voyages des parlementaires. Qui paie les frais? Certains parlementaires accompagnent de plus en plus souvent notre ministre de l'économie lors de voyages officiels à l'étranger. Le Conseil fédéral est prié de répondre aux questions suivantes : Peut-on avoir la liste de tous ceux et toutes celles qui l'ont accompagné depuis le début de cette législature? Selon quels critères sont-ils désignés? Qui paie les défraiements divers liés à ces voyages?

17.1098 Question. Des groupes financiers douteux s'immiscent-ils dans la campagne pour le référendum sur la loi sur les jeux d'argent? Le Conseil fédéral est prié de répondre à la question suivante : Quelle est la position du Conseil fédéral quant au soutien de campagnes référendaires par des sociétés étrangères qui, en organisant des jeux en ligne en Suisse, ont des intérêts financiers considérables?

Politique fiscale

17.3735 Interpellation. Vers l'impôt universel? Le Conseil fédéral est interpellé sur sa position quant à l'introduction d'un impôt universel en Suisse.

Marché du travail

17.3936 Postulat. Travail à temps partiel. Soutenir un modèle d'avenir. Le Conseil fédéral est chargé d'examiner les modalités légales de la mise en place du partage d'emploi en Suisse.

Culture

17.3610 Interpellation. Radios et régionales et locales. Leur mission en berne? Le Conseil fédéral est interpellé sur les mesures qu'il entreprend pour veiller à la philosophie des radios régionales et locales, qui consiste à diffuser des programmes en relation avec l'"âme" d'une région, d'une cité.

4. Dossiers défendus en plénière et dans les médias

En plénière, MT est intervenu :

- sur l'Erythrée et le soutien de la Suisse dans les efforts déployés par l'ONU
- sur la mise en œuvre de l'Agenda 2030 de l'ONU
- sur les efforts entrepris pour ramener la paix en Turquie
- sur l'introduction d'un droit de recours pour les organisations de défense de minorité pour lutter contre les discriminations raciales, antisémites et homophobes
- sur le rapport 2016 de Politique économique extérieure
- sur l'initiative populaire « No Billag »
- sur la fixation du montant du financement de l'aide publique au développement.

Au nom de la commission des affaires étrangères (CPE-N)

- sur le onzième rapport de la Suisse et les conventions du Conseil de l'Europe
- sur le rapport 2016 de la Délégation parlementaire auprès du Conseil de l'Europe.

Dans les médias, MT était actif lors des campagnes de votations fédérales :

- contre la loi sur la réforme de l'imposition des entreprises III
- en faveur de la réforme de la prévoyance vieillesse 2020
- contre l'initiative populaire « No Billag ».

Par ailleurs, MT a également exprimé ses convictions :

sur des sujets variés de politique extérieure, p.ex. le milliard de cohésion, les relations de la Suisse avec la Turquie ou avec la Russie

- sur la relation Suisse – Union européenne
- sur la crise des migrants
- sur l'avenir des médias romands
- sur les élections cantonales
- sur des initiatives locales, p.ex. la Fête des Voisins.

5. Trois points forts de son action en 2017

- **Engagements internationaux de la Suisse et droits de l'homme.** Par de nombreuses interventions, MT a interpellé le Conseil fédéral sur sa position par rapport à la violation des droits humains dans de nombreux pays (par exemple en Erythrée, en Turquie ou au Maroc) et sur la politique extérieure et de développement de la Suisse qui promeut le respect des droits de l'homme.
- **Protection des consommateurs.** MT a déposé plusieurs interventions au Conseil national ayant pour objet la protection des consommateurs, par exemple la vente des médicaments à l'unité. Suite à sa motion, le Conseil fédéral a décidé de lancer une phase test pour la vente des antibiotiques à l'unité.
- **L'engagement contre le discours de haine sur les réseaux sociaux et la lutte contre les discriminations** sont des sujets régulièrement abordés par MT.

6. Activités annexes

- Membre du bureau de la Fondation du Grand Théâtre (opéra) de Genève
- Président de la Licra Genève
- Président de l'Université populaire albanaise de Genève
- Président de la Maison de Rousseau et de la Littérature (MRL), Genève
- Membre du Comité exécutif fédéral de l'Aide Suisse contre le Sida, Zurich
- Membre du Conseil de fondation de Bibliomedia, Soleure.

Rapport élu.e.s à Berne

Partie Laurence Fehlmann Rielle (LFR)

LFR siège à la commission des affaires juridiques. Elle est devenue cheffe de la délégation socialiste de la commission en décembre 2017.

En 2017, parmi les projets importants pour les Socialistes, cette commission a traité de :

- la révision du code civil en matière de protection de l'enfant : le but de la modification du code civil était de renforcer la protection de l'enfant par l'extension du droit et de l'obligation d'aviser en cas de soupçon ou de maltraitance avérée.
- la ratification de la Convention d'Istanbul sur la prévention des violences contre les femmes et des violences domestiques.
- loi sur les jeux d'argent, confirmée le 10 juin 2018 par un vote populaire massif suite au référendum.

Elle participe à plusieurs groupes interparlementaires dont :

- Relations avec les Kurdes
- Solidarité internationale
- Consommation
- Suivi de la Convention d'Istanbul
- Santé sexuelle
- Santé globale

En 2017, LFR a déposé les objets suivants :

Motions :

- **17.3992 Définition du viol en droit suisse : la loi doit changer !**

Le Conseil fédéral est chargé de modifier le Code pénal afin d'élargir la définition du viol et de l'étendre aux contraintes sexuelles, indépendamment du sexe de la victime.

Cette motion a été acceptée par le Conseil fédéral qui l'a intégrée dans son message sur la révision de l'harmonisation des peines.

- **17.3692 Levée de l'interdiction de vente d'alcool sur les aires d'autoroutes : pas de libéralisation sans condition. Pas encore traitée.**

Interpellations :

- **17.3984 Cannabis : très décevant refus des projets pilotes sur le cannabis.** Le Conseil fédéral est d'accord de modifier la Lstup mais on se heurte au conservatisme du PLR et de l'UDC contre de tels projets.
- **17.3753 Prix des médicaments. Le scandale de l'Avastin versus Lucentis : des dizaines de millions d'économies possibles au regard des hausses régulières des primes maladie.** Il s'agissait de savoir pourquoi la Suisse refuse d'homologuer

l'Avastin pour soigner la dégénérescence maculaire liée à l'âge et oblige les médecins à prescrire le Lucentis, 50 fois plus cher...dossier à suivre.

- **17.4269 Personnes âgées : Pour un observatoire et une stratégie nationale de la maltraitance des personnes âgées.** Le Conseil fédéral doit livrer prochainement un rapport et étudier la faisabilité d'une ligne téléphonique de soutien. A suivre aussi.
- **17.3754 Asile : Pratiques contestables du SEM (Secrétariat d'Etat aux Migrations) dans les cas de renvois vers l'Italie** (problèmes récurrents du système Dublin).
- **17.3568. Huile de palme et autres huiles végétales. Nécessité d'un état des lieux.**
- **17.3124. Cannabis légal et principe de précaution.**

Questions :

- **17.5551. Des exactions inhumaines contre les Rohingyas à l'étude du fédéralisme : Quel sens à cela ?** La question portait sur la venue de hauts dignitaires de l'armée birmane venus étudier le fédéralisme pendant qu'ils poursuivaient le nettoyage ethnique à l'encontre des Rohingyas.
- **17.5366. Birmanie :** Actes de violence sans précédent contre la population des Rohingyas. Le silence de la Suisse est inquiétant.
- **17.5268. Tunisie. A quand la restitution de tous les fonds saisis par la Suisse ?**

- 17.5198. Que fait la Suisse face à la situation dramatique à Gaza ?
- 17.5138. Myanmar : qui se préoccupe des Rohingyas ?

Interventions diverses :

- Suite à une interpellation sur les méfaits de l'excès de sucre où j'ai évoqué l'opportunité d'imposer une taxe sur les boissons sucrées comme le recommande l'OMS, j'ai été conactée par de nombreux médias, en particulier en Suisse alémanique. On m'a demandé de faire deux conférences sur le sujet (séminaire de l'OSAV/OFSP et à Winterthur dans le cadre du Swiss Green Economy Symposium).
Participation à l'émission Vacarme de la RTS sur le sujet.
- Discours lors du rassemblement national à Berne pour protester contre la politique de répression en Turquie (mars 2017).

RAPPORT

des élu-e-s socialistes genevois-e-s aux chambres fédérales

CARLO SOMMARUGA, CONSEILLER NATIONAL

1. Commissions parlementaires

Membre des commissions suivantes :

- Commission de politique extérieure
- Commission de politique de la sécurité

2. Groupes parlementaires

Co-présidence des groupes parlementaires suivants :

- GP Solidarité internationale (aide au développement)
- GP Droits de l'homme
- GP Genève internationale
- GP Suisses de l'étranger
- GP Proche-Orient

- GP Relations avec le peuple kurde
- Groupe de pilotage parlementaire interpartis sur l'initiative pour des multinationales responsables

3. Participation à des entités fédérales extra-parlementaire

- Commission consultative de la coopération internationale
- Conseil de l'Organisation des Suisses de l'Etranger (OSE)
- Institut suisse de Rome

4. Participation à des instances internes du PSS

- Président de la Commission de politique étrangère du PSS
- Membre du comité du Groupe socialiste aux Chambres fédérales
- Membre du Groupe de travail Europe PSS

5. Engagements associatifs

- Présidence de l'ASLOCA Suisse
- Secrétariat général ASLOCA Romande
- Comité national de SWISSAID
- Président Comité cantonal anti-magouilles (à l'origine initiative « Oui à la loi Longchamp »)

6. Thèmes d'engagement politique

a. Logement

- Les axes principaux ont été les suivants :
- La **défense des locataires et du logement à loyer abordable** pour tous est restée l'une de mes priorités politiques en 2017. D'une part en assumant la présidence nationale de l'ASLOCA, mais surtout
- En contribuant au suivi du traitement par le Conseil fédéral de **l'initiative populaire** « Pour d'avantage de logement abordables » déposée avec 125'000 signatures ;
- En promouvant en tant que **mesure d'accompagnement à la libre circulation des personnes**, la formule officielle de fixation de loyer à la conclusion du bail pour tout le pays. Proposition qui retenue par le Conseil fédéral n'a pas trouvé de majorité au parlement.
- En combattant les **multiples propositions parlementaires des milieux immobiliers UDC et PLR** visant le démantèlement des protections des locataires contre les loyers abusifs.
- En déposant diverses interventions pour améliorer les droits des locataires dans le Code des obligations ;
- En combattant également la **remise en question de la sous-location** ;

- La poursuite de mon engagement contre les pertes de logements à loyer abordable sur le marché du logement local et l'effet haussier sur les loyers **des plateformes internet de location hôtelières de logement** (airbnb & Co). Je suis encore le moteur du dialogue politique avec les représentants des milieux immobiliers et de l'Office fédéral du logement sur cette question.

b. Politique extérieure

En 2017, comme les années passées, j'ai eu un engagement déterminé en commission, en plénière, au sein du PSS et dans le débat public **pour un partenariat stable avec l'Union européenne** avec à la clé un renforcement de la collaboration CH-EU sur diverses thématiques.

- Au niveau des **accords de libre-échange**, mon engagement reste fixé sur l'introduction de **règles fortes pour le respect des droits humains, des normes sociales et environnementales**, l'abandon des tribunaux arbitraux et l'introduction du droit d'action des organisations environnementales. Je me suis fortement engagé dans les coulisses en relation avec les milieux paysans sur l'interdiction de l'importation de l'huile de palme en perspective des accords de libre-échange entre la Suisse et la Malaisie.

La situation politique, de violence et de respect des droits de l'homme et démocratiques dans le monde en Palestine, Syrie, Turquie et Colombie et au Kurdistan, Mozambique et Myanmar ont été au centre de mes préoccupations :

- Pour la **Palestine**, régulièrement, prenant appui sur une actualité, j'interroge le Conseil fédéral s'il n'est pas temps, vu les risques quant à la solution des deux Etats de reconnaître bilatéralement cet Etat siégeant à l'ONU comme Etat observateur non membre et par ailleurs déjà reconnu par une majorité de pays.
- Au sujet de la **Turquie**, les contacts ont été pris pour lancer un boycott de la Turquie afin de ramener le chef de l'Etat turc sur le chemin du respect des droits de l'homme et de la démocratie. Je suis également intervenu pour demander au Conseil fédéral de solliciter de Europol et Interpol la suspension de tous les mandats d'arrêt internationaux émanant de la Turquie vu leur utilisation abusive pour arrêter des opposants politiques.
- Enfin, pour la **Colombie**, à nouveau, face à la volonté des nationalistes de voir le DFAE se retirer de Colombie, j'ai résolument soutenu ce dernier dans son rôle d'appui aux pourparlers et à l'accord de paix comme dans la mise en place des mécanismes de mise en œuvre de l'accord de paix.
- Concernant le **Mozambique**, je suis intervenu d'une part pour dénoncer le comportement du Crédit Suisse qui a octroyé en toute connaissance de cause des crédits qui ont alimenté la corruption et aucun projet d'investissement plaçant ce pays en cessation de paiements au détriment

de la population et d'autre part une action pour sanctionner ce comportement et alléger la dette illégitime du pays.

- Pour la **Kurdistan**, j'ai organisé et participé à diverses rencontres sur la situation en Turquie, Irak et Syrie
- Vu la présence de la Suisse au **Myanmar**, notamment par un programme de la Direction de la sécurité humaine, j'ai interpellé le Conseil fédéral sur son engagement au moment du nettoyage éthique contre les Rohingas.

c. **Coopération au développement**

La majorité politique PLR-UDC au Conseil fédéral et au Conseil national fait tout pour remettre l'**objectif financier du 0,5%** du PIB fixé par le parlement, proportion toujours en deçà du 0,7% fixé par l'ONU. L'engagement, notamment comme co-président du groupe interparlementaire solidarité internationale, est permanent vu les **mancœuvres incessantes sous forme de motions et de coupes dans les budgets**. La situation est devenue très problématique avec l'élection en fin d'année de Ignazio Cassis qui entend remettre en cause l'orientation et le volume de la coopération.

Les **Objectifs du développement durable** (ODD-SDG) ont été aussi l'un des thèmes sur lesquels j'ai œuvré.

d. **Droits humains**

Engagement permanent sur la question des droits humains par le biais de ma co-présidence de l'intergroupe droits humains et diverses questions et interpellations sur l'engagement de la diplomatie Suisse à l'étranger et la question de la responsabilité des multinationales.

e. **Genève internationale**

Après la création du Groupe parlementaire en 2014 et j'ai poursuivi le travail de **promotion de la Genève internationale** auprès des collègues parlementaires et la participation à des événements du DFAE. Le focus est mis sur la **Genève humanitaire, des droits de l'homme comme de la gouvernance mondiale** et du développement durable.

Je suis également intervenu pour **défendre les ONG, expression de la société civile**, présentent au coeur de la Genève internationale et engagées pour la défense des droits de l'homme.

f. **Sécurité et armée**

En matière de sécurité je suis intervenu sur divers thèmes en plénière et commission, tout particulièrement :

- Par motion pour la signature et la ratification du **Traité de l'ONU sur l'interdiction des armes nucléaires**. Adoptée par le Conseil national, cette motion est fermement combattue par le Conseil fédéral qui invoque les bienfaits du parapluie nucléaire de l'OTAN pour la Suisse en opposition de l'ONU et du CICR ;
- Contre le durcissement inadmissible des conditions de l'option de **service civil** alors qu'il y a une incapacité claire de l'armée d'attirer les jeunes ;
- Contre les **dépenses inconsidérées de l'armée** qui dispose aujourd'hui d'une autorisation de dépense annuelle de 5 milliards de francs, montant qu'elle affecte à des dépenses non nécessaires juste pour épuiser le crédit ;
- Contre la pose de jalons pour l'acquisition **d'avions de combat** non nécessaires en nombre et en équipement comme les F 35 américains et la prolongation de l'utilisation des F/A18C/D jusqu'en 2035.
- Pour le **renforcement des du Corps des gardes-frontières**, notamment à Genève face aux besoins aux frontières et pour **éviter un envoi de l'armée aux frontières** comme le demandent les nationalistes.
- Contre **l'extrémisme violent dans l'armée** suite à la découverte de ramification dans l'armée de groupes néo-nazis ;
- Contre la **propagande et promotion permanente et éhontée de l'armée** alors que les autres départements et services doivent couper dans les budgets de communication, comme par exemple à la DDC ;
- Pour la sécurité des aéroports face aux **drones** privés ;

g. Migration

Je suis intervenu d'une part sur la thématique des **couloirs humanitaires** permettant aux migrants les plus faibles, se déplaçant pour des motifs humanitaires ou d'asile de pouvoir arriver en Suisse sans subir les affres de la traversée de la Méditerranée et d'autre part sur une **application humanitaire du Règlement de Dublin** par le biais de la clause de souveraineté. Je suis aussi intervenu sur des cas individuels genevois afin d'obtenir des issues favorables. Mais la situation est plus que difficile.

h. Ministère public

En collaboration avec des ONG ou avec l'appui de magistrats ou d'anciens magistrats, je suis intervenu avec divers actes parlementaires pour **interpeller** le Ministère public de la Confédération notamment en vue d'une **plus grande transparence**, un **engagement dans la lutte contre les auteurs de génocides, de crimes de guerre ou d'humanités commis à l'étranger** et le rôle du DFAE sur les poursuites pénales pour ces crimes internationaux.

i. Corruption et transactions financières illicites et illégitimes

En contact avec **Transparency international** dans la lutte contre le blanchiment d'argent et contre la corruption, dans le sens des recommandations du GRECO, (Groupe d'Etats contre la corruption), j'ai persisté à demander **la séparation de l'activité d'avocat en sa qualité d'auxiliaire de la justice et de l'activité de conseiller juridique pour la création de sociétés off-shore**. Proposition refusée par le Conseil national comme celle destinée à **interdire la collaboration avec des sociétés off-shore** siégeant hors des pays avec lesquels la Suisse a un accord d'échange automatique d'information fiscale.